

La BIC est une publication mensuelle. Elle désigne la Base d'Information du CLIO. Il est prévu que cette publication s'effectue une fois chaque mois.

Cette initiative a pour objectif d'informer sur les activités des différents membres et partenaires de la structure, mais également, se veut un autre espace d'échange entre les différents membres de la Plateforme et d'information sur la vie de notre association.

L'ÉDITO : Nous questionner !

p.2 -3

ANN PALE DEVLOPMAN

p.4 -7

L'ECHO

p. 8

LES OFFRES

p.9

L'AGENDA

p.9

A LA RENCONTRE DU CLIO

p.10

NOS PUBLICATIONS

p.11

## L'ÉDITO

***Nous questionner ?***

**La période semble plus que jamais propice pour nous poser des questions. Au moins 4 facteurs devraient nous y pousser : la situation globale du pays, 10 ans d'aide depuis le séisme, le Corona et le monde d'après et enfin notre propre chantier stratégique du CLIO.**

**1) La crise politique, institutionnelle, sociale, économique et sécuritaire du pays.** Il s'agit de la première raison majeure non seulement de nous alarmer mais aussi de nous interroger aujourd'hui. Depuis au moins deux ans, la population s'appauvrit. Les jeunes sont en perte de perspectives. Les services publics et les entreprises sont en grande difficulté. Des bandes armées sévissent dans tout le pays, les violations des droits de l'homme se succèdent, tandis que les rapports pointent le manque de justice et l'impunité. Les maires ont été remplacés par des agents exécutifs intérimaires. Les organisations haïtiennes, elles aussi, sont en grande fragilité, alors qu'en même temps elles restent plus que jamais engagées pour réfléchir à des solutions et lutter pour le changement.

Quelle doit être la place des ONG dans ce contexte ? Dans ce pays qui avance de crise en crise, comment recréer de la confiance et retrouver du sens ? Comment mieux travailler avec les acteurs nationaux et locaux pour les aider à se renforcer, à être eux-mêmes porteurs de solutions et à les faire atterrir ? Comment mieux entendre leurs enjeux - alors que jusqu'à date, ils sont peu représentés dans les espaces de réunion et de décision sur l'aide internationale ? Il s'agit bien là de quelques défis de la *localisation de l'aide*<sup>1</sup>, que le CLIO tente aujourd'hui de prendre comme chantier essentiel et... urgent.

**2) 10 ans après, quid de l'aide en Haïti ?** Nous sommes dans la dixième année après le

tremblement de terre. Les circonstances du début d'année n'ont pas permis de bien revenir sur cet événement tragique, d'en tirer les leçons et de nourrir des réflexions. Mais il n'est pas trop tard : plusieurs organisations nationales ont d'ailleurs reconnu que c'est toute l'année 2020 qui mérite d'être consacrée à cette réflexion importante. Depuis 10 ans, qu'est-ce qui a changé dans le pays ? A ce sujet, il est intéressant de repartir d'une conférence de l'AFD sur Haïti en 2017<sup>2</sup>, qui posait plusieurs bonnes questions. En ouverture, la conférence avait le courage d'appeler à « *tirer les enseignements inévitables d'un échec de l'aide en Haïti* ». « *Tous les acteurs s'accordent à dire qu'il faut repenser l'aide en Haïti pour envisager l'avenir* », lisait-on. « *Une dépendance à l'aide (...) s'est développée [en Haïti et] est devenue une norme* ». Qu'en pensons-nous aujourd'hui ? Bien sûr, les responsabilités sont partagées. Mais cette question mérite de rester centrale au CLIO. Car si l'on parle d'échec, c'est qu'il y a quelque chose à changer... Et la première étape pour le changement, n'est-elle pas de s'interroger soi-même, se remettre en question ?

L'analyse de l'AFD se poursuivait avec une autre conclusion principale : « *Face à la faiblesse de l'État haïtien et à l'échec des programmes de développement jusqu'aujourd'hui, le soutien aux structures locales peut représenter une alternative viable pour les acteurs de l'aide* ». « *L'influence de la société civile est un levier à activer : il passe par le renforcement de ces acteurs. La reconsidération des acteurs locaux [par les organisations internationales] (...) est la condition sine qua non pour influencer le Gouvernement* ». Trois ans plus tard, cette conclusion reste un enjeu majeur : contribuons-nous pleinement à « *activer ce levier* » ? Où en sommes-nous dans notre « reconsidération » des acteurs locaux ?

**3) La crise corona et... « le monde d'après ».** « Le monde d'après » est une expression très utilisée depuis plusieurs mois de l'autre côté de l'Atlantique. Elle interroge le modèle de société moderne qui, selon de plus en plus de monde, mène à des impasses : de fortes injustices sociales, le dérèglement climatique, la destruction de la biodiversité, le pouvoir des multinationales ou encore la déconnexion de certaines élites avec la réalité des conditions de vie des populations. Le récent mouvement *Black Lives Matter*



## L'ÉDITO (suite)

et les revendications montantes des femmes sont des luttes qui découlent elles aussi de positions dominantes de certains groupes sur d'autres : positions alléguées comme exagérées ou fausses par certains... mais graves et révoltantes selon d'autres !

Pourtant, certains estiment que le « monde d'après » commence déjà à ressembler au monde d'avant, en pire : que déjà, l'urgence de la « relance » laisse peu de place au changement réclamé. Une fois de plus, le changement pourrait être relégué à plus tard... « quand les circonstances seront plus propices » ... Mais le seront-elles un jour ?

Et qu'en est-il pour notre « secteur » du monde du développement et de l'humanitaire, des ONG, des bailleurs, des agences internationales et des projets ? Sommes-nous à l'abri de tels questionnements ? Quel monde d'après imaginons-nous ? Nos orientations actuelles sont-elles bonnes ; ou y a-t-il des pratiques et positionnements à faire évoluer ? Qu'en pensent les organisations nationales, les acteurs locaux ? Ces questions, posées par plusieurs membres du CLIO, sont essentielles !

**4) Le chantier stratégique en cours du CLIO :** plusieurs questionnements et enjeux importants sont ressortis du sondage réalisé par le CLIO en mars (cf. le rapport du sondage, juin 2020<sup>3</sup>). Sous une autre forme, on retrouve ici certaines des questions susmentionnées : notamment concernant les relations entre organisations nationales et internationales ; la vision et le sens des pratiques de développement ; et d'autres points encore. Alors même que ce sondage ne représentait qu'une première étape, on voit que des questions importantes y apparaissent déjà, y compris sur des sujets parfois minoritaires ou tout le moins jugés secondaires.

Le CLIO compte sur ses membres pour pleinement prendre part aux prochaines étapes de ce chantier, qui se développera au cours du second semestre 2020. Des acteurs externes au CLIO y seront aussi associés afin d'ouvrir davantage la réflexion.

Ces points de réflexion n'en sont que 4 parmi de nombreux autres... En espérant qu'ils trouvent votre intérêt, n'hésitez pas à poser d'autres questions, réflexions, remarques, critiques, propositions... Elles sont nécessaires et bienvenues !

*Nicolas DERENNE, directeur en Haïti pour Initiative Développement (ID) / Trésorier CLIO*

Notes de page :

- 1) <https://www.coordinationsud.org/document-ressource/etude-onlab-localisation-de-laide/>
- 2) [https://ideas4development.org/uploads\\_old/2017/06/Synthese-Conf-ID4D-Haiti-6juin2017.pdf](https://ideas4development.org/uploads_old/2017/06/Synthese-Conf-ID4D-Haiti-6juin2017.pdf)
- 3) <https://www.cliohaiti.org/spip.php?article1578>

## INFORMATIONS SUR COVID-19

Suivant les dernières informations Communiquées par la Direction d'Épidémiologie des Laboratoires et de la Recherche. (DELRL)

Cas Suspects : 18, 668 (158 nouveaux)

- Cas confirmés : 7, 476 (8 nouveaux)
- Décès : 165 (0 nouveau)
- Cas récupérés : 4, 606 (61. 6%)
- Létalité : 2. 21%

- ❖ De ces 7, 476 cas confirmés, 41.3% sont de sexe féminin et 58.7% de sexe masculin

Maladi kowonaviris pa gade sou figi pèsònn. Menm jan an, an nou sispann lonje dwèt sou moun ki enfekte yo oswa sant k ap ba yo swen. Nou tout ka pran l.



## ANN PALE DEVLOPMAN

**1) ACTUALITES ET ARTICLES SUR HAÏTI****Haïti-CEP : Des organisations féministes alarmées**

Le Contexte de crise nationale général que vit le pays actuellement alarme des organisations féministes. Pour celles-ci c'est une crise multidimensionnelle ravageant le pays depuis plusieurs années. Dans une note de positionnement, dont le contenu a été publié dans les médias, ces organisations ont traité de la question des problèmes électoraux.

Extrait du texte :

(...) Techniquement, il faut souligner l'absence des prérequis à l'organisation des élections.

- Concernant le registre électoral, on peut douter des capacités de l'ONI à délivrer le nombre de cartes d'identité nécessaires dans les délais requis. Ce qui signifie l'exclusion d'une partie de l'électorat et, par conséquent, un déni des droits politiques des citoyennes et citoyens. De plus, les conditions réglementaires pour l'organisation des différentes étapes de la campagne électorale doivent également être établies et la question de la sécurité doit être posée pour son déroulement.

- Par conséquent, si à terme des élections doivent bien être organisées, pour une remise en ordre de nos institutions et de l'État, ces élections ne sont pas actuellement possibles et certainement pas à tout prix.

(...) En siégeant dans une institution d'État indépendante, les conseillères et conseillers électoraux ne défendent pas les intérêts d'un groupe particulier, mais représentent la nation et apportent dans l'instance leur sensibilité sociale particulière. A ce titre, les conseillères et conseillers sont autonomes par rapport aux secteurs qui ont participé à leur désignation et vis-à-vis de tout autre secteur.

- Aussi, la décision de démissionner ou de rester au CEP est-elle de la seule responsabilité des membres.

(...)

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article25945#.XymST25FyP8>

**Ressources féministes sur la crise du covid-19.**

Texte publié dans Points de vue du Sud. Aurélie Leroy (CETRI). 23 juin 2020

«(...) Avec le confinement, la majorité des femmes [4] - et bien sûr des hommes - employées dans le secteur informel, soit plus de 60% de la population économiquement active au niveau mondial,

*faiblement rémunérée, sans contrat ni protection sociale, ont perdu leur emploi (OIT, 2018). »*

(...) Tandis qu'une majorité de pays s'attellent aujourd'hui aux répercussions de la pandémie sur la santé publique et sur l'économie, trop peu d'attention est portée aux effets disproportionnés du covid-19 sur certaines couches de la société et à l'absence de réponses adaptées pour les personnes les plus marginalisées. Le masque fait illusion. Il efface la différence sociale entre hommes et femmes, riches et pauvres, « Noirs » et « Blancs » ; mais derrière ce morceau de tissu, les différences politiques persistent et s'accroissent. D'un côté, il y a le confinement des populations privilégiées ; de l'autre, l'exposition forcée des travailleurs pauvres, féminisés et racisés.

Les femmes « premières de corvée » -

Les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre mondiale dans les domaines sociaux et de la santé, mais la moitié de leur contribution prend la forme d'une aide non rémunérée (OMS, 2019). En se trouvant en première ligne des efforts pour combattre la pandémie, elles ont fait face à un risque plus élevé d'exposition en raison de leur rôle prédominant de dispensatrices de soins au sein des familles, des communautés ou comme travailleuses de la santé. (...)

<https://www.cliohaiti.org/spip.php?article1579>

**Haïti et la communauté internationale : entre déni et complicité**

- 2 juillet 2020 (Journal Libération, France)  
Par Frédéric Thomas, docteur en Sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental

Un nouveau massacre a été commis en Haïti le 19 juin. Il intervient deux ans après l'insurrection populaire du mois de juillet 2018, qui a initié un climat de corruption et d'insécurité sans susciter de réaction en Europe ou aux Etats-Unis.

[https://www.liberation.fr/debats/2020/07/02/haïti-et-la-communaute-internationale-entre-deni-et-complicite\\_1793013?fbclid=IwAR1D9tgG8uGQjnZpp0suRjzLGryWBxeUQ49q\\_X60E\\_rstyRYkkjFeahQewY](https://www.liberation.fr/debats/2020/07/02/haïti-et-la-communaute-internationale-entre-deni-et-complicite_1793013?fbclid=IwAR1D9tgG8uGQjnZpp0suRjzLGryWBxeUQ49q_X60E_rstyRYkkjFeahQewY)

**Intervention de Me Jacques LETANG au Conseil de Sécurité de l'ONU (26 juin 2020)**

Président de la Fédération des Barreaux d'Haïti (FBH) et membre du Bureau des Droits Humains en Haïti (BDHH).

*Madame la Présidente, honorables représentants des Etats Membres du Conseil de Sécurité,*

*(...) L'Etat perd chaque jour davantage le monopole de la violence légitime. De nombreux quartiers populaires sont transformés en zones de non-droit, où la vie de chacun est soumise au bon vouloir de gangs de mieux en mieux armés et organisés. (...)*

*La société civile haïtienne est incontournable. Les Nations-Unies considèrent malheureusement trop souvent les*

## ANN PALE DEVLOPMAN (suite)

organisations militantes comme de simples opérateurs de projet, sous-traitants ou faire-valoir de logiques bureaucratiques. Elles doivent pourtant jouer un rôle indispensable de vigie de la démocratie dans une situation où nous perdons chaque jour de nouveaux repères. Les acteurs de la société civile doivent être écoutés, relayés et accompagnés.

Je vous remercie de m'avoir aujourd'hui donné l'opportunité de vous le dire.

Intervention retranscrite :

[https://lenouvelliste.com/article/217847/intervention-de-me-jacques-letang-au-conseil-de-securite-de-lonu?fbclid=IwAR3HU91N1SuwQGFz2MYyGeii1FDlozv7MS0c7YwTjM31OLiJG\\_kfvEPeM](https://lenouvelliste.com/article/217847/intervention-de-me-jacques-letang-au-conseil-de-securite-de-lonu?fbclid=IwAR3HU91N1SuwQGFz2MYyGeii1FDlozv7MS0c7YwTjM31OLiJG_kfvEPeM)

Vidéo de l'intervention :

[http://bdhhaïti.org/?fbclid=IwAR3xFwpVf0tuuVc3B6gRrbnt0VJj8gKczoNt\\_mGOIk0JeMILUKfZg67AZg](http://bdhhaïti.org/?fbclid=IwAR3xFwpVf0tuuVc3B6gRrbnt0VJj8gKczoNt_mGOIk0JeMILUKfZg67AZg)

### Rapport annuel 2019 de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde.

26/06/20 (Délégation de l'Union Européenne en Haïti)

Le 15 juin, le Conseil a approuvé le rapport annuel 2019 de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde, qui (...) confirme qu'en 2019, l'UE a confirmé une fois de plus son engagement en faveur de la protection, du soutien et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde.

(...) Nous aimerions partager avec vous la mise à jour pour Haïti.

La situation des droits de l'homme en Haïti en 2019 est restée extrêmement difficile. Les droits sociaux et économiques, en particulier, se sont détériorés en 2019 pour la grande majorité de la population haïtienne. L'année a été catastrophique pour l'économie haïtienne et les longues périodes de «Pays Lock» ont eu un impact dévastateur sur les moyens de subsistance des Haïtiens les plus vulnérables, qu'ils vivent dans les villes ou à la campagne.

<https://eeas.europa.eu/delegations/haïti/81619/rapport-annuel-2019-de-l%E2%80%99ue-sur-les-droits-de-l%E2%80%99homme-et-la-d%C3%A9mocratie-dans-le-monde>

### Résolution de la Fédération des Barreaux d'Haïti

BDHH Bureau des Droits Humains en Haïti, 27/07/2020

Dans sa #résolution2020-05, la Fédération des Barreaux d'Haïti dénonce le contournement de la

loi sur l'Assistance Légale opérée par l'exécutif, rappelle l'impérieuse nécessité d'installer le Conseil d'Administration seul à même de garantir l'indépendance du Conseil National d'Assistance Légale (CNAL), demande aux institutions internationales de conditionner leur appui technique et financier au respect de la loi et déclare que, dans ce contexte, les Bâtonniers des 18 juridictions du pays ne participeront pas à la mise en place irrégulière des Bureaux d'Assistance Légale (BAL)

[https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1356984787972406&id=174640972873466](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1356984787972406&id=174640972873466)

### COVID-19 et justice climatique au Sud. Les points de vue du terrain – 6 juillet 2020. CNCD (Belgique)

Quels sont les impacts de la pandémie du COVID-19 sur nos partenaires et leur travail ? Quels liens pouvons-nous établir entre la crise sanitaire actuelle et la crise climatique ? Au cours des mois de mai et juin 2020, le CNCD-11.11.11 a organisé une série de quatre webinaires qui ont abordé ces différentes questions, chaque fois en se focalisant sur le point de vue et le contexte d'un de nos partenaires du Sud.

<https://www.cncd.be/cycle-webinaires-covid-19-justice-climatique-sud-partenaires-11-11-11> Voir entre autres, la vidéo du 29 mai 2020 - Focus sur Haïti avec le GAFF

### Agriculture : Nécessité de développer des systèmes de culture plus performants et durables en Haïti (23 juillet 2020). Alterpresse

Il est nécessaire de développer des modèles et des systèmes de culture plus performants et durables, pour faire face à l'insécurité alimentaire en Haïti, après la pandémie de Covid-19 (le nouveau coronavirus), estime l'Ingénieur-agronome Phillipe Matthieu, ancien titulaire (16 mars 2004 - 9 juin 2006) du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (Marndr).

[https://www.alterpresse.org/spip.php?article25941#\\_Xxxs8-eQjWU](https://www.alterpresse.org/spip.php?article25941#_Xxxs8-eQjWU)

### Ouvrage collectif : Haïti et le Covid-19 : des outils pour comprendre et agir.

Université Quisqueya (Press UniQ) ; Juin 2020. 325 pages

La crise sanitaire provoquée par l'irruption de la pandémie du Covid-19 en Haïti depuis mars 2020 a de multiples conséquences. Elle vient s'ajouter à toute une série de crises qui affectent le pays depuis plusieurs années. L'Université Quisqueya a jugé utile d'apporter des éclairages sur ce moment si particulier qui bouleverse le monde et Haïti en particulier.

Pour ce faire, elle a fait appel à plus d'une trentaine de spécialistes bénévoles. Leurs contributions se répartissent



## ANN PALE DEVLOPMAN (suite)

sur quatre grands secteurs : **la santé, la gouvernance, l'économie et la société (en particulier l'éducation)**. Afin de répondre à un besoin de savoir relativement urgent, l'Université Quisqueya a choisi de mettre cet ouvrage rapidement en circulation. Une version imprimée est aussi en préparation.

<https://uniq.edu.ht/comuniq/les-breves/haïti-et-le-covid-19-des-outils-pour-comprendre-et-agir-428.html>

Extrait de l'Introduction :

« On me permettra de mettre d'emblée trois universitaires femmes à l'honneur. Pour deux d'entre elles, leurs contributions ont valeur de recommandations très concrètes : l'une préconise le recours à l'utilisation de plantes locales, peu onéreuses, pouvant aider la population à opposer une résistance au virus et en expose les espèces les plus appropriées (Marilise Rouzier), l'autre, propose un plan d'action, schémas à l'appui, pour une gestion efficace des équipements publics (marchés et transports en commun), susceptible de contenir la transmission du virus dans les zones dites de promiscuité (Rose-May Guignard). Ce sont deux études s'inscrivant nettement dans le domaine de la prévention. Elles présentent l'avantage de s'appuyer à la fois sur une connaissance empirique fine du quotidien de la population et sur un savoir scientifique acquis au contact de la recherche la plus pointue (médecine traditionnelle d'un côté, sociologie, études urbaines et aménagement du territoire de l'autre). (...)

## 2) DEVELOPPEMENT ET HUMANITAIRE : INFORMATIONS INTERNATIONALES

### **Budget européen : la solidarité internationale victime du compromis final** – 21 juillet 2020

Ce matin à l'aube, les chef-fe-s d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne ont adopté le futur cadre pluriannuel qui déterminera les budgets de l'UE pour les 7 prochaines années. Et raté le coche de faire de l'Europe une actrice ambitieuse pour répondre aux défis majeurs de la solidarité internationale et du développement, notamment dans le cadre de la crise sanitaire majeure que traverse le monde.

<https://www.coordinationsud.org/communique-de-presse/budget-europeen-la-solidarite-internationale-victime-du-compromis-final/>

### **Les ambiguïtés de l'action humanitaire - Prendre le monde sans changer le pouvoir.** Avril 2020

Frédéric Thomas, CETRI-Centre tricontinental

Essentielle à la survie de millions de personnes à travers le monde — réfugiées, déplacées, affamées, malades, etc. —, l'action humanitaire brasse des milliards de dollars chaque année. Face aux États, aux associations, aux particuliers, elle constitue souvent un véritable pouvoir capable d'imposer ses choix et ses normes. Les victimes n'y trouvent pas toujours leur compte.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2020/04/THOMAS/61618>

### **Diminuer les salaires mirobolants versés par l'ONU : une solution au sous-financement de l'aide humanitaire** - Louis Bonnefond - 7 juin 2020

La communauté humanitaire internationale s'est réunie en 2016 pour résoudre les problèmes de sous-financement qui existent depuis de nombreuses années. Plusieurs réformes structurelles du système ont été évoquées, qui ont connu des succès divers et mitigés. Une chose est cependant restée absente des débats : un examen minutieux de l'aspect non-lucratif du travail humanitaire.

(...) Discuter de la possibilité d'un tel changement de principe et en identifier les modalités pratiques d'application serait un grand défi pour l'Organisation des Nations unies. Cela pourrait également montrer la voie à d'autres organismes non-lucratifs (par exemple certaines ONGs américaines) qui peuvent aussi parfois pratiquer des salaires très élevés.

(...) Le principe de non-lucrativité équitable ne suffirait pas à lui seul à anéantir le sous-financement de l'aide humanitaire, loin de là. Au même titre que les autres réformes identifiées lors du Sommet humanitaire mondial de 2016, il peut le réduire.

(...) Formaliser le principe de non-lucrativité pourrait renouveler la légitimité du secteur.

<https://lvsl.fr/diminuer-les-salaires-mirobolants-verses-par-lonu-une-solution-au-sous-financement-de-laide-humanitaire/>

### **Journée de la justice pénale internationale 2020: la lutte contre l'impunité se poursuit** - 16 juillet 2020 (Délégation de l'Union Européenne en Haïti)

Même en cette période de pandémie mondiale, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre continuent d'être perpétrés. L'UE réitère sa détermination à défendre et à faire respecter les principes et les valeurs consacrés dans le statut de Rome, ainsi qu'à soutenir la CPI.

[https://eeas.europa.eu/delegations/haïti/83172/journ%C3%A9e-de-la-justice-p%C3%A9nale-internationale-2020-la-lutte-contre-limpunit%C3%A9-se-poursuit\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/haïti/83172/journ%C3%A9e-de-la-justice-p%C3%A9nale-internationale-2020-la-lutte-contre-limpunit%C3%A9-se-poursuit_fr)

## ANN PALE DEVLOPMAN (suite)

**Alerte sur la sécurité alimentaire : Pablo Servigne appelle à ne pas céder au repli sur soi** – mai 2020 (Pablo Servigne, France24)

Rester solidaire passe d'abord par aider les autres à ne plus dépendre de nous, mais tout cela va à l'encontre de 50 ans d'idéologie néolibérale et de globalisation ! De manière générale, pour éviter un repli sur soi, il faut absolument éviter les sentiments d'injustice, d'insécurité, et de méfiance... de la population, mais aussi des pays entre eux. Autrement dit, il faut de l'équité, de la sécurité, et de la confiance. Partout. Je vous laisse extrapoler ça aux relations internationales...

<https://www.france24.com/fr/20200524-alerte-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-pablo-servigne-appelle-%C3%A0-ne-pas-c%C3%A9der-au-repli-sur-soi>

### 3) REFLECHIR SUR NOS PRATIQUES

**Etude : La localisation de l'aide : Plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ?** Mars 2020. Coordination Sud (France)

Cette étude revient sur les termes du débat sur la localisation de l'aide et « teste » la localisation à partir des pratiques de terrain. Elle questionne le décalage qui peut exister entre discours et réalité des pratiques. Et elle interroge l'hypothèse qu'une plus grande « proximité » de l'aide au terrain d'action permet d'accroître l'efficacité des projets menés.

<https://www.coordinationsud.org/document-ressource/etude-onglab-localisation-de-laide/>

**Comment les interventions du "Nord" peuvent mettre en péril le leadership au "Sud",** mars 2020

Mathilde Bullot, Well Grounded

En travaillant longtemps pour des ONG européennes en lien avec l'Afrique, j'ai souvent été embarrassée par le rapport non-dit de verticalité et par la relation déséquilibrée qui se met souvent en place entre une ONG "Nord" et une organisation partenaire du "Sud". (...) Si de l'appui organisationnel est réalisé par ces ONG "Nord" vers leurs partenaires "Sud", il est souvent biaisé car orienté vers la mise en oeuvre de ce projet. Je crois que ce processus contribue à la création d'une bureaucratie associative, une perte de l'engagement, un affaiblissement du leadership associatif.

<https://well-grounded.org/fr/comment-les-interventions-du-nord-peuvent-mettre-en-peril-le-leadership-au-sud/?fbclid=IwAR3OoBiiyH-xO5QxYIw7bDBI9Lwq6UgBuvF5UA490B58Kc6sKYG9KNEKIBQ>

**Que signifie vraiment un partenariat ?** Avril 2020  
Emma Almeras, Well Grounded

Les relations entre les bailleurs et les organisations impliquent-elles nécessairement une forme de tension? Existe-t-il forcément une dynamique de pouvoir entre les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) et les Organisations de la Société Civile (OSC) ? Certains diront que ce n'est pas toujours le cas, mais il est difficile de nier que ces relations tombent souvent dans ce piège.

<https://well-grounded.org/fr/que-signifie-vraiment-un-partenariat/>

Ou bezwen gen bon enfòmasyon sou Kowonaviris la?

Rele liy **LAVE** a nan  
**\*533** [Digicel]

Oswa bipe  
**+509 2814.0163**  
[Digicel • Natcom]

\*Tout apel yo gratis ti cheri.



Fanm, gason, granmoun,  
timoun, moun rich oswa  
moun pòv, tout moun ka  
pran maladi Kowonaviris la.



## L'ECHO

## « Unissons-nous pour faire impact »

La Consultante indépendante, Costanza De Toma, ayant à son actif au moins une quinzaine d'années dans la planification des actions de plaidoyer a rappelé, dans son manuel, « *Guide de plaidoyer*<sup>4</sup> », document de 82 pages, que la réussite des campagnes de plaidoyer, conduites par les Organisations de la Société Civile (OSC) se repose sur trois piliers qui sont l'Unité, le Dévouement et la Persévérance de toutes ces organisations.

Un rappel essentiel, car, il permet de revenir, sur la force que représente, le Cadre de Liaison des Organisations (CLIO), en tant que structure unitaire, où, environ soixante organisations sont déjà ensemble. Aujourd'hui, ne nous reste-t-il qu'à activer totalement cette force pour parvenir à avoir des impacts en identifiant les problèmes, en définissant les objectifs à poursuivre par rapport à ces problèmes, en comprenant qui sont les acteurs ayant le pouvoir d'apporter ces changements souhaités, et en travaillant nos messages de plaidoyer par rapport à nos aux cibles, entre autres.

Cette activation n'est possible que par le biais des 6 commissions thématiques de notre Cadre, lesquelles sont : la Commission Résilience GRD Humanitaire, la Commission Santé, la Commission Agriculture et Environnement, la Plateforme Eau Potable et Assainissement, la Commission Éthique Genre et Protection et la Commission Éducation ; chacune de ces commissions endosse, au moins une thématique de plaidoyer.

Aujourd'hui, l'appel qui vous est lancé, membres de cette chaîne unitaire, qu'est le CLIO et vous organisations, intéressées à faire du plaidoyer est de venir construire cet impact, en vous engageant auprès d'une de ces commissions sur une thématique spécifique dans l'esprit d'apporter un mieux-être aux communautés et collectivités.

Un engagement, qui ne serait autre qu'une manifestation de ce dévouement dont parle De Toma, d'une part l'un envers l'autre, mais également, auprès des communautés bénéficiaires respectives, un dévouement pour avancer progressivement vers des solutions.

Cela pourrait être sur la localisation de l'aide, avec la commission Résilience, sur le financement et l'accès à la santé, avec la commission Santé, la non-violence en milieu scolaire avec la commission éducation, ou encore, dans le combat pour l'accès à de l'eau potable et une bonne gestion des déchets, et également des combats pour l'égalité de Genre avec la commission Éthique.

Autant de chantiers et de perspectives de plaidoyer dont la finalité est d'apporter, chacun de nous, notre pierre respective dans le développement d'Haïti ; et dans la persévérance, on ne pourra que obtenir un impact.

SRH/ Équipe Coordination CLIO

Note de bas de page

4) <https://portailqualite.acodev.be/fr/ressource/guide-de-plaidoyer> »

- **Noms des Cyclones pour cette saison cyclonique**

- I. Arthur
- II. Bertha
- III. Cristobal
- IV. Dolly
- V. Edouard
- VI. Fay
- VII. Gonzalo
- VIII. Hanna
- IX. Isaias
- X. Joséphine
- XI. Kyle
- XII. Laura
- XIII. Marco
- XIV. Nana
- XV. Omar
- XVI. Paulette
- XVII. Rene
- XVIII. Sally
- XIX. Teddy
- XX. Vicky

## LES OFFRES

Institution	Profil /TDR	Date limite
CESAL	Technicien(ne) Environnemental (e)	09/08/20
OTM Haiti	Recrutement D'un Consultant En Charge D'un Accompagnement De Nos Partenaires	12/08/20
MDM - Canada	TDRs Renforcement du Système de suivi et évaluation	15/08/20
Gret	Recrutement Un-e Représentant-e Pays en Haïti	15/08/20
J/P HRO	TDR Recrutement D'une Firme Spécialisée En Sensibilisation Et Mobilisation Sociale	21 /08/20
J/P Haitian Relief Organization (J/P HRO)	Location d'espaces pour bureau	31/08/20

## L'AGENDA

Type de rencontre	Lieu de la rencontre	Date et Heure
Comité Exécutif CLIO (CE)	Via ZOOM	26 aout 2020 (heure à définir)
Commission Santé	Via ZOOM	27 aout juillet 2020 (heure à définir)
Commission Résilience	Via ZOOM	27 aout 2020 (heure à définir)
Commission Éducation	Via ZOOM	28 aout 2020 (heure à définir))
Commission Agriculture & Environnement du CLIO	Via ZOOM	7 septembre 2020 (10-12 heures)
Plateforme Eau Potable & Assainissement	Via ZOOM	11 septembre 2020 - (heure à définir)
Commission Éthique Genre & Protection	Via ZOOM	■ --

## À LA RENCONTRE DU CLIO

### Petit rappel pour les cotisations annuelles à verser au CLIO

Les cotisations sont dues à chaque année fiscale. Les membres doivent payer leurs cotisations au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Le montant de cotisation à verser au CLIO est dépendant du niveau de budget des organisations de l'exercice fiscal haïtien précédent (soit pour cette année, de l'exercice 1er Octobre 2018 / 30 septembre 2019) :

- Pour les ONG : Budget inscrit dans le rapport des dépenses remis à la DCA ONG
- Pour les Associations : Bilan présenté à l'AG annuelle des Membres

Niveau de budget (en USD)	Cotisation proposée en USD
0 à 50 000 USD	<b>25</b>
50 000 à 500 000 USD	<b>250</b>
500 000 à 1 500 000 USD	<b>500</b>
1 500 000 à 3 000 000 USD	<b>750</b>
3 000 000 à 6 000 000 USD	<b>1 000</b>
Plus de 6 000 000 USD	<b>1 500</b>

*Il s'agit d'un montant de cotisation minimum ; les organisations qui ont la possibilité peuvent verser au-delà des montants proposés.*

<p><b>Paiement</b></p> <p><b>par Chèque en US Dollars ou en Gourdes (taux du jour BRH)</b> Emettre le chèque à l'ordre de : <b>CLIO</b></p> <p><b>ou par virement en US Dollars :</b> Nom de la banque : UNIBANK Compte N° 270-1022-1057151 CLIO</p>	<p>Adresse de paiement : Delmas 60, Rue Mercier Laham, Imp. Larose # 1 Tél : 3784-5212 Email : info@cliohaiti.org</p>
--	---

Nous vous remercions de nous indiquer quel sera le montant de cotisation que vous verserez en fonction de votre niveau de budget ; nous vous ferons ainsi parvenir une facture tenant compte du montant indiqué. Lors de votre versement, nous vous remettons un reçu.

Dans cette attente, bien à vous.

#### Décès dus à la COVID\_19

Décès survenant chez un cas confirmé (par test ou par lien épidémiologique) ou par confirmation post mortem en l'absence de toute autre cause évidente de décès sans lien avec la maladie COVID-19.



➤ Découvrez les nouveaux documents disponibles sur le site du CLIO

En voici un sommaire :

- ❖ [Résultat du sondage sur La Structure Et Les Enjeux Du Clio \(Mars 2020\)](#)
- ❖ [Code Éthique Fason Moun konpote yo nan Koral](#)
- ❖ [Les premières lignes directrices pour l'Intégration des personnes handicapées dans l'action Humanitaire publiées par l'ONU](#)
- ❖ [Rapport sur les conditions de vie des personnes handicapées depuis les troubles de 2019](#)
- ❖ [Le prix de l'eau Production Helvetas](#)
- ❖ [Helvetas Récupération des Clairières & restauration des écosystèmes](#)
- ❖ [Impliquer directement les exploitants pour restaurer durablement l'environnement ?](#)
- ❖ [Garantir la durabilité des moyens d'existence par le renforcement de la gestion de proximité](#)
- ❖ [Belle Anse : Expérience de gouvernance participative des aires protégées](#)
- ❖ [Des acteurs locaux au service de l'eau-Helvetas](#)
- ❖ [Des acteurs engagés dans le développement local](#)
- ❖ [Manuel du Centre d'Opérations d'Urgence Nationale](#)
- ❖ [Feuille de route de l'UE et de ses EM pour l'engagement envers la société civile en haïti 2018/2021 ;](#)
- ❖ [Haïti : les dépenses de santé des ménages 3 fois supérieures à celles de l'Etat pour l'exercice 2013-2014](#)
- ❖ [IPC Analyse de l'insécurité Alimentaire Aigue Décembre 2018](#)
- ❖ [Mise en œuvre du Plan National d'Élimination du choléra en Haïti](#)
- ❖ [Rapport statistique de santé 2017 et rapport préliminaire évaluation de la prestation des services de santé Atelier HNO-HRP HAITI 2018 Présentation des résultats](#)
- ❖ [L'élimination du choléra en Haïti utopie ou réalité ?](#)

Pour plus d'informations, visitez le site du CLIO :

<https://www.cliohaiti.org/spip.php?rubrique7#pagination7>

<https://lenouvelliste.com/article/201404/wynne-farm-declare-zones-protgees>

Plaidons pour la publication de l'arrêté !

<https://www.youtube.com/watch?v=ffVfdiagWHM>

Visitez Wynne Farm!

Dites **NON** au **STYROFOAM**  
signez et partagez la pétition :  
<http://bit.ly/2ue2CSs>

Pour partager sur les réseaux sociaux, merci d'utiliser  
**#Nonaustyrofoamhaiti**  
**4 012 personnes sur 5 000 ont déjà signé**